

# Retraite, collectivités locales : mêmes enjeux, même combat !

**A** lors qu'en cette fin octobre les mobilisations se poursuivent, malgré le *forcing* du Président et de l'UMP pour faire promulguer sa réforme des retraites, on peut d'ores et déjà dire que cela ne sera plus comme avant.

Ce mouvement social est très profond. Il rassemble le public et le privé, la jeunesse s'en est mêlée posant avec les autres générations des questions de société essentielles. Cette réforme des retraites est ressentie – même après son passage en force au Parlement – comme insupportable, dans un contexte où les riches le sont de plus en plus.

La lutte des classes, si souvent reprise sur les autocollants arborés par les manifestants, a fait un retour en fanfare dans ce pays où selon Nicolas Sarkozy, les grèves ne devaient plus se voir. Il y a beaucoup de colère et d'exaspération, mais aussi de recherche, de cheminement dans les têtes, de détermination face à un pouvoir autiste. Triste aveu du mépris présidentiel : à la délégation d'élus du Front de gauche qui se rendait à l'Élysée pour que le Président – à l'instar de ce qui s'était passé pour le CPE retire son projet majoritairement rejeté par l'opinion, il a été répondu : « On ne peut pas ouvrir de négociations avec les syndicats car on sait qu'ils ne sont pas d'accord avec le projet. » Ubu battu !

L'irruption populaire a retardé le rythme du train fou des réformes sarkozystes censées être avalisées par le Parlement. C'est le cas de la réforme des collectivités. Le Sénat avait modifié le projet. Il revient à la Commission mixte à l'Assemblée nationale le 3 novembre après plusieurs reports.

Mais contrairement à ce qui s'était passé au moment du lancement de cette réforme par la commission Balladur/Mauroy, le projet est loin de faire consensus. Contrairement aux arguments de « simplification » donnés à l'époque, la vraie nature de la réforme apparaît : les collectivités perdent leur liberté d'intervention dans les domaines qu'elles jugent importants : le couple communes/départements, mais aussi les intercommunalités et les régions, sont dans le collima-

teur, avec la mise en cause des financements croisés et de la clause de compétence générale. Et avec elles, les services publics et l'emploi public dans des domaines aussi essentiels que la petite enfance, les transports, la santé, l'enseignement, la culture, le sport, le logement, sont rendus inopérants pour ouvrir des champs de services exploitables par le privé.

Les élus sont éloignés des citoyens par un mode de scrutin inique instituant des conseillers territoriaux. Et la mise en place de « communes nouvelles » et des métropoles coiffe le dispositif pour transformer les collectivités en services déconcentrés de l'État, en remettant au cause la décentralisation, la démocratie de proximité et le potentiel des 1,9 million d'agents territoriaux que notre pays a la chance de posséder.

Mobilisés depuis des mois, les élus communistes et républicains sont à l'initiative sous des formes diverses de riposte dans les territoires. Nationalement, l'appel aux associations d'élus de gauche à se mobiliser se concrétise par une manifestation prévue le 3 novembre, et par le dépôt prévu d'un recours, le cas échéant, pour cette loi liberticide, devant le Conseil constitutionnel. Des résistances en perspective, lors du Congrès des maires notamment.

En effet qu'il s'agisse de l'enjeu des retraites ou celui des collectivités territoriales, dans chaque cas se trouve posée la nécessité d'une maîtrise sociale de l'utilisation de tous les financements pour développer les capacités humaines au lieu de la croissance financière des capitaux. Inséparablement est posée la question de la construction européenne avec une réorientation très profonde du rôle et des politiques de la BCE, que continuent pour l'heure de refuser les dirigeants du PS, sans laquelle nulle Europe sociale n'est possible.

Une lutte ne chasse pas l'autre, et l'émergence de mobilisations, leur élargissement, ont besoin de propositions transformatrices et cohérentes articulant aux objectifs sociaux nouveaux à faire prévaloir les moyens financiers, les droits et pouvoirs nécessaires. Et nous devons nous attaquer à l'ambition d'une

construction politique alternative qui fait encore très clairement défaut à gauche.

Pour dépasser l'horizon réducteur du présidentia-  
lisme, l'apport des communistes c'est d'aider sans  
attendre les mouvements dans leur diversité à formu-  
ler *des repères collectifs*, des plate-formes crédibles et  
validées d'une politique de changement, des éléments  
d'un projet à vocation majoritaire. Pas seulement  
parce qu'il faudrait que la gauche revienne sur les  
dispositifs qui privent, par exemple, les collectivités  
de leur autonomie, mais parce que—comme sur  
les retraites—il faut gagner à ce que les salariés, les  
citoyens s'emparent majoritairement des questions  
de fond. Quelle société? Pour qui? Pour quoi? Avec  
quels moyens financiers? Quels moyens d'interven-

tion démocratique? Dans quelle Europe? Dans quel  
rapport au monde?...

Les millions de personnes qui ont fait irruption dans  
le débat politique depuis 6 mois sont disponibles et  
attentives. Faisons fructifier ce climat nouveau. ■

**Dominique ADENOT**

*Maire de Champigny sur Marne*

*Président de l'ANECR*



## Economie & Politique

a publié un numéro spécial pour une  
réforme de progrès de la retraite (44 p.)

- 5 € la plaquette + frais de port : 0,55 €
- A partir de 50 exemplaires =  
3 € la plaquette + frais de port : 12,30 €
- A partir de 100 exemplaires =  
2,50 € la plaquette + frais de port : 24,60 €

Pour passer commande :  
Erwan BAETE : 2 place du Colonel Fabien, 75019 Paris  
Ou par mail à [ecopo@economie-politique.org](mailto:ecopo@economie-politique.org)